

Mise en jeu de la responsabilité d'un associé : à quelles conditions ?



© 2025 Les Echos Publishing

La responsabilité personnelle d'un associé d'une société envers un cocontractant de celle-ci ne peut être engagée que s'il a commis une faute intentionnelle, d'une particulière gravité et incompatible avec l'exercice normal de ses prérogatives d'associé.

Délégation de pouvoirs dans une association : à quelles conditions ?



© 2025 Les Echos Publishing

Le directeur d'un établissement qui a reçu une délégation de

pouvoirs écrite de gérer les ressources humaines en conformité avec les textes réglementaires peut suspendre le contrat de travail d'une salariée non vaccinée contre le Covid-19.

Conflit de baux ruraux dans le temps : quel locataire l'emporte ?



© 2024 Les Echos Publishing

En présence de baux ruraux consentis successivement, par acte sous seing privé, par un propriétaire à deux locataires différents sur une même parcelle, c'est celui dont le titre a date certaine qui a la primauté du bail, mais à condition qu'il n'ait pas eu connaissance de l'occupation antérieure des parcelles par l'autre locataire.

Le salarié doit être informé

des conséquences d'un abandon de poste



© 2024 Les Echos Publishing

La procédure permettant de présumer de la démission d'un salarié qui abandonne son poste de travail vient d'être validée, mais aussi complétée, par le Conseil d'État.

Oubli de déclarations de TVA et perte d'avantages fiscaux



© 2024 Les Echos Publishing

Certains allégements d'impôt sur les bénéfices ne s'appliquent pas lorsque l'entreprise n'a pas souscrit deux déclarations de TVA au cours d'un exercice, et ce même si la seconde omission n'a pas immédiatement suivi la première.

Avantage en nature « oublié » = travail dissimulé !



© 2024 Les Echos Publishing

Pour les juges, l'employeur qui accorde un avantage en nature à un salarié sans le mentionner sur sa fiche de paie se rend coupable de travail dissimulé.

Activités agricoles exonérées de CFE : à condition que l'activité soit agricole !



© 2024 Les Echos Publishing

Une entreprise horticole qui commercialise les produits horticoles issus de son exploitation ainsi que des produits horticoles qu'elle achète auprès d'autres producteurs ne peut pas bénéficier de l'exonération de CFE dès qu'elle ne peut pas établir que les produits achetés à l'extérieur ne représentent qu'une faible quantité des volumes qu'elle vend.

Pour procéder à la mise à la retraite d'office d'un salarié



© 2024 Les Echos Publishing

Dès lors qu'un salarié atteint l'âge de 70 ans, il peut, à condition d'avoir été recruté avant cet âge, être mis à la retraite d'office par son employeur.

Intégration fiscale : quelle

réclamation en cas de contrôle d'une société membre ?



© 2024 Les Echos Publishing

La notification d'une proposition de redressement à une société membre d'un groupe fiscalement intégré ne permet pas à la société mère de se prévaloir du délai spécial de réclamation pour l'imposition correspondant aux résultats d'autres sociétés du groupe.

Comblement de passif : qui peut être condamné lorsque le dirigeant est une société ?



© 2024 Les Echos Publishing

Lorsqu'une société par actions simplifiée est en liquidation

judiciaire et qu'elle est présidée par une autre société, seule la personne qui a été désignée comme représentant permanent au sein de la SAS peut voir sa responsabilité engagée pour insuffisance d'actif.